



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## monuments commémoratifs

Question écrite n° 52344

### Texte de la question

M. Jean-Claude Mathis appelle l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur les inscriptions portées sur certaines plaques commémoratives apposées en souvenir des combattants. En effet, certaines municipalités, sollicitées par des associations d'anciens combattants, permettent l'apposition sur leurs monuments aux morts de plaques commémoratives libellées « 19 mars, fin de la guerre d'Algérie ». Or il semble, d'une part que, au terme de la loi du 25 octobre 1919, il ne soit pas possible de voir figurer sur ces plaques des dates précises, et, d'autre part, la date du 19 mars ne satisfait pas certains combattants comme journée du recueillement et du souvenir dû aux victimes françaises, civiles et militaires de la guerre d'Algérie. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les fondements juridiques sur lesquels un maire peut s'appuyer pour permettre ou non l'apposition d'une plaque commémorative sur un monument aux morts.

### Texte de la réponse

La reconnaissance de la nation, à travers la mention « mort pour la France », créée par la loi du 2 juillet 1915 pour les tués de la guerre 1914-1918, modifiée par la loi du 28 février 1922, a été étendue aux victimes des conflits et opérations ultérieurs, y compris à certaines catégories de victimes civiles : à la guerre 1939-1945, à l'Indochine, aux opérations d'Afrique du Nord, aux missions menées par l'ONU. Par ailleurs, la loi du 25 octobre 1919, relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la Grande Guerre et qui prévoyait, outre la tenue d'un livre d'or portant les noms des morts pour la France et nés ou résidant dans la commune, la construction d'un monument national à Paris ou dans les communes limitrophes commémorant les « héros de la Grande Guerre tombés au champ d'honneur », a invité les communes, aidées dans ce cas par l'État, à prendre toutes mesures de nature à « glorifier les héros morts pour la patrie ». Les monuments élevés par la suite se sont substitués de façon plus apparente aux livres d'or, dans le respect de la volonté du législateur de glorifier ceux qui ont sacrifié leur vie pour la nation. Ultérieurement, les communes ont été vivement incitées à procéder à l'inscription des noms des morts pour la France des autres conflits sur leurs monuments aux morts. La décision d'inscription des noms des victimes de la guerre bénéficiaires de la mention « mort pour la France », assimilable à l'approbation de plaques commémoratives individuelles, incombe, en effet, aux communes, sous la tutelle du préfet, et nullement aux associations d'anciens combattants. Il n'existe toutefois aucune obligation d'inscription pour les communes, qui y sont néanmoins régulièrement directement incitées et qui, le plus souvent, répondent spontanément à ce devoir de mémoire et de reconnaissance. En revanche, l'inscription de mentions autres, telles que les dates des conflits, ne fait l'objet d'aucune consigne particulière. En règle générale, la tradition observée par les communes est de ne pas faire figurer les dates de début et de fin du conflit au cours duquel sont tombés les militaires dont les noms figurent sur le monument aux morts. Les mentions portées sur les monuments commémoratifs doivent s'inscrire dans le cadre de la loi de 1919 et dans son esprit. En effet, l'article 1er de ce texte définissant la Première Guerre mondiale par l'ensemble de la période concernée « guerre 1914-1918 », il semble qu'il convienne de conserver un terme générique pour les conflits postérieurs : « guerre 1939-1945 », « Indochine », « Afrique du Nord », « TOE » (théâtres d'opérations extérieures).

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-Claude Mathis](#)

**Circonscription** : Aube (2<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 52344

**Rubrique** : Anciens combattants et victimes de guerre

**Ministère interrogé** : anciens combattants

**Ministère attributaire** : anciens combattants

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 30 novembre 2004, page 9329

**Réponse publiée le** : 11 janvier 2005, page 288